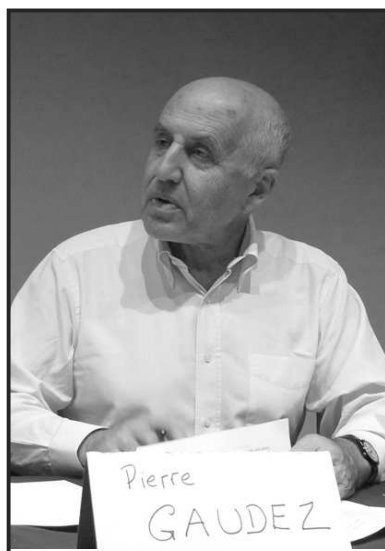


TABLE RONDE N° 3

Solidarités associatives, syndicales, internationales

Introduction par PIERRE GAUDEZ
(président 1960-1961)



DE QUELLES SOLIDARITÉS S'AGIT-IL? La Charte de Grenoble, issue de la participation d'un certain nombre d'étudiants, et non des moindres, à la Résistance, assigne aux étudiants et revendique pour eux, en en faisant des «jeunes travailleurs intellectuels», une place, une insertion, voire une solidarité avec la jeunesse, avec le monde des «travailleurs», avec le monde de l'université. En donnant à l'étudiant un «statut social» de jeune travailleur, la Charte fonde le droit à une rémunération de la part de la société (qu'elle prenne ou non le nom d'allocation d'études), le droit à une protec-

tion sociale (l'étudiant n'est plus l'ayant droit à la protection sociale de ses parents; il ne bénéficie pas seulement de sa propre mutuelle catégorielle ou corporatiste, mais, comme les autres travailleurs salariés, il relève de la solidarité de la société à travers l'accès à la Sécurité Sociale).

Pour les rédacteurs de la Charte et pour les responsables de l'UNEF qui vont s'en inspirer, ce statut social ne confère pas seulement des droits mais des exigences de solidarité, notamment à l'égard de l'Université, de la jeunesse et du monde du travail. Dans le langage d'aujourd'hui, on dirait que le mouvement étudiant peut et doit acquérir une place, un rôle, de «partenaire social», capable de défendre les intérêts des étudiants, mais aussi de revendiquer, avec les autres organisations syndicales, un juste accès à l'enseignement pour tous, des conditions de rémunération et des conditions de travail pour les enseignants et les chercheurs, une allocation juste de considération sociale, de moyens financiers, de protection sociale aux travailleurs de l'enseignement, de la recherche, de la culture..., une juste participation à la production et au partage de la richesse nationale...

En 1946 et au moins pendant une dizaine d'années, si on regarde la réalité démographique, économique, sociale, de la vie étudiante et de l'université, cette exigence de solidarités va rester très largement visionnaire.

C'est que le monde des étudiants est un petit monde, isolé, à part, sans lien avec le reste de la jeunesse, sans lien avec le monde du travail, sans participation significative à la vie intellectuelle (culturelle et scientifique) du pays, et son horizon international est aussi limité que celui des autres Français.

– Le monde étudiant est petit, de l'ordre de 200 000, ce qui représente moins de 6 % des jeunes de 19 à 25 ans;

– il est fermé. Il n'existe pas comme aujourd'hui de situa-

tions intermédiaires entre le secondaire, les lycées, et l'Université. Le bac continue à jouer son rôle historique de barrage à l'entrée à l'Université;

– il est complètement fermé à l'égard du monde du travail. En termes d'emploi, il n'existe pas comme aujourd'hui, pour le meilleur et pour le pire, une multitude de situations intermédiaires entre études et travail : stages, petits boulots, cdd, temps partiel, apprentissage... En terme social, on rappelle que la population étudiante est largement d'origine bourgeoise; les enfants d'ouvriers n'y sont que 4% (c'est en tout cas l'idée reçue, partagée par tout le monde). En termes de formations et de finalités, les structures plus proches de l'entreprise, des professions, du monde du travail, telles que les INSA, n'ont pas encore été créées;

– il participe peu à la vie intellectuelle, culturelle, scientifique. L'Université transmet des savoirs; les gros bataillons d'étudiants, ceux qui s'expriment, sont en propé et en licence; ils ne sont pas dans les labos de recherche, dans les 3^e cycles; les DESS et les DEA ne seront mis en place que beaucoup plus tard;

– les échanges avec les universités et les étudiants étrangers sont exceptionnels, ils relèvent plus du tourisme, du sport, des «jeux» que des échanges universitaires et scientifiques. Qui à cette époque aurait pu imaginer ou rêver au programme ERASMUS!

Du coup, la vie étudiante est assez brève et les responsables étudiants se renouvellent à toute allure, ce qui n'est pas sans marquer la vie de l'UNEF et ses relations avec les autres organisations, plus stables et au renouvellement plus lent des hommes, des enjeux, des problématiques et des positions.

Malgré cet enfermement, les responsables étudiants appartenant à la « minorité », ceux que Michel de La Fournière

appelait « les syndicaux » vont parvenir à mobiliser l'UNEF sur des enjeux qui dépassent les conditions de vie des étudiants, à créer des solidarités avec des organisations de jeunesse et avec les syndicats d'enseignants pour la réforme de l'enseignement, pour la défense du statut et de la laïcité de l'école publique, pour la défense du budget de l'Éducation nationale, pour la défense des valeurs et des libertés universitaires; pour condamner la politique gouvernementale en Afrique du Nord, en 1956.

Ces actes de solidarité ne sont rendus possibles que par un engagement personnel très fort des responsables de l'UNEF, par un effort pédagogique très important, par la démonstration de leur sérieux, de leur rigueur et de leurs compétences gestionnaires, par la sauvegarde de la représentativité de l'UNEF, elle-même assise sur l'unité du mouvement et son indépendance politique. Ces actes et manifestations de solidarités se manifestent à l'occasion d'événements qui touchent les étudiants de l'extérieur.

C'est la guerre d'Algérie, ses répercussions sur la vie des jeunes et des étudiants, sur les moyens de l'Université, sur le fonctionnement de la démocratie, sur la situation économique des travailleurs... qui vont amener l'UNEF à être pendant quelques années le lieu, le lien, le noyau, le centre... de solidarités fortes avec la jeunesse et ses organisations, avec les syndicats de « travailleurs » et les syndicats d'enseignants, avec les étudiants d'outre-mer et avec les organisations internationales d'étudiants, avec une partie des intellectuels français, universitaires ou non.

C'est l'UNEF qui réussit au moment de l'affaire des sursis, alors que dans la presse les premières réactions ont été très défavorables aux étudiants, hâtivement considérés comme des planqués, à mobiliser l'ensemble des organisations et mouve-

ments de jeunesse réunis dans le GEROJEP, malgré la pression du Haut-commissaire à la Jeunesse, Maurice Herzog; pourtant dans ce «groupement» on trouve à la fois des organisations confessionnelles, la JEC, la JOC, l'ACJF, les Scouts de France, les Éclaireurs, elles-mêmes soumises aux pressions de leur hiérarchie pour rester à l'écart de la vie politique; on y trouve aussi des mouvements laïcs autour de la Ligue de l'Enseignement, des Foyers Léo Lagrange, dans la mouvance du parti socialiste; on y trouve encore les mouvements d'Éducation populaire et des organisations qui vont très vite se professionnaliser et devenir les «animateurs» socioculturels des maisons des jeunes et de la culture ou les «animateurs» des organisations de loisirs et de sport...

C'est l'UNEF qui permet aux syndicats ouvriers, prisonniers de leurs frontières et de leurs rivalités et gênés par la présence dans leurs rangs de nombreux adhérents d'outre-mer, de se réunir dans ses locaux pour dénoncer les barricades. C'est l'UNEF qui les entraîne dans la première grande manifestation pour la paix en Algérie par la négociation avec le GPRA; à la tribune de la Mutualité on trouvera, aux côtés de l'UNEF, la FEN et le SNI, FO et la CFTC.

Pour une partie de la presse d'opinion (*L'Express*, *Témoignage Chrétien*, *L'Observateur*), pour les clubs, en cours de développement, (Jean-Moulin), pour un certain nombre de groupes de réflexion et de proposition politiques (Esprit, mais aussi les intellectuels communistes) l'UNEF va apparaître comme un lieu de refondation politique, de déplacement des lignes, de renouveau face à des structures politiques engluées dans les résistances à la fin de la colonisation.

C'est l'objet de cette table ronde : rappeler les événements, déclarations, manifestations qui illustrent ces solidarités, construites «autour» de l'UNEF; comprendre comment elles

ont pu se construire autour d'un monde étudiant aussi réduit en volume et aussi isolé; en rappeler aussi, avec fierté et avec humilité, ses victoires et ses moments forts, ses limites et ses déceptions; s'interroger aussi sur la durabilité de ces solidarités : ont-elles marqué de façon durable, au-delà de la paix retrouvée en Algérie, les relations entre les organisations syndicales (d'étudiants, de salariés, d'enseignants...) ■

Témoignage de GEORGES DANTON (président 1958-1959)



J'APPORTE UN TÉMOIGNAGE non une contribution historique. Je n'ai pas d'archives personnelles et je n'ai pas voulu me documenter, préférant vous livrer ce qui reste dans ma mémoire, et donc sujet à des imprécisions et à des erreurs.

Deux rappels :

– J'ai été élu au congrès de Marseille le 13 avril 1958 soit exactement un mois avant ce qu'il faut bien appeler le coup d'État du 13 mai, ce qui allait marquer profondément mon mandat en nous projetant dans les événements politiques conséquences de la guerre d'Algérie ;

– La réunification amorcée lors du congrès de Marseille, réalisée en décembre 1958 faisait de nous un mouvement de 110 000 membres cotisants pour 205 000 étudiants et nous conférait donc une représentativité indiscutable et une responsabilité particulière.

Pour rester dans le thème de cette table ronde j'aborderai dans l'ordre nos relations avec les syndicats, puis avec les associations et enfin le congrès de l'UIE.

Nos relations avec les syndicats

Les événements de mai 1958 allaient nous conduire à renforcer nos relations avec les syndicats au-delà des thèmes traditionnels de l'éducation et de la jeunesse pour aborder les libertés publiques et les institutions sous la pression de la guerre d'Algérie. Mais sans aborder directement le fond du problème algérien tant leurs opinions internes étaient divisées sur le sujet.

Premier président athée de la minorité, j'ai pu lever les doutes que pouvaient encore avoir les syndicats d'enseignants SNI et FEN sur la solidité de nos engagements dans tous les problèmes de société, et un climat de grande confiance, identique à celui que nous avons avec le SGEN de Paul Vignaux s'instaura.

Avec la CGT, malgré la pression des événements, les contacts furent plus rugueux, Benoît Frachon contestant même notre représentativité ce qui lui valut de ma part une réplique vive sur la sienne. Pour être admis sur un pied d'égalité il fallut batailler ferme. Avec FO nous n'avons jamais réussi à établir des relations confiantes. Avec la CFTC où Vignaux était minoritaire ce ne fut pas facile : à la vérité la notion de travailleur intellectuel n'avait pas encore fait son chemin.

Cependant nous avons réussi à nous faire admettre pour les appels communs à manifester tout au long du mois de mai, mais on sentait bien que le moral des troupes n'y était pas. Tout au long de mon mandat nous avons pu entretenir avec tous les syndicats des relations étroites sur les problèmes universitaires et de jeunesse. Nous avons acquis une crédibilité.

Nos relations avec les mouvements de jeunesse

Notre posture syndicale aurait pu être une gêne dans nos relations avec les mouvements de jeunesse ce ne fut pas le cas, bien au contraire, mais il faut dire que le gouvernement nous y a bien aidés.

Le projet d'un ministère de la jeunesse et la menace d'une tentative de main mise firent très peur et rapidement des contacts fructueux furent noués avec tous les mouvements laïcs et confessionnels grâce au travail de Bernard Archer.

La création du GEROJEP, groupement d'études et de rencontre des organisations de jeunesse et d'éducation populaire, une cinquantaine d'associations des Scouts aux étudiants communistes, allait constituer un rempart puissant contre toute tentative de main mise. Pour l'UNEF c'était la certitude de ne pas se trouver isolée.

Un exemple : lors de la mise en place du Haut Comité de la Jeunesse, dont l'UNEF avait accepté d'être membre après concertation au sein du GEROJEP, il y eut un problème pour ma nomination, nous étions au moment de l'échange de lettres avec De Gaulle («je ne saurais admettre que l'on parle de carence à propos de l'action de mon gouvernement»), Herzog m'appela en pleine nuit à la cité universitaire pour m'informer. Craignant que tout le dispositif soit bloqué, je lui ai proposé de me remplacer par Jean Gaget, l'important pour l'UNEF étant le fond des problèmes. Herzog m'en a toujours été reconnaissant.

La solidité des liens au sein du GEROJEP empêcha toute manœuvre du pouvoir et a conduit à l'échec de la politique envisagée.

Le congrès de l'UIE à Pékin

Nous n'étions qu'observateurs à l'UIE, malgré les événements en France, nous avons décidé d'être présents avec une délè-

gation comprenant avec moi, Jean Gaget et Gilbert Barbier. Nous avons limité notre participation à la durée du congrès refusant toutes les offres de prolongations festives.

L'UIE nous gâta dès le voyage aller en nous installant dans la cabine avant de l'avion à partir de Moscou avec la délégation de l'UGEMA. L'atmosphère un peu tendue se détendit au cours des nombreuses escales.

Au congrès, le moment chaud fut la discussion sur l'Algérie. Il y eut des interventions très violentes contre la France, celle de l'UGEMA fut mesurée. Nous avons bien préparé notre texte rappelant les positions des congrès successifs, faisant remarquer au passage que nous étions la seule délégation à ne pas avoir une position alignée sur celle de son gouvernement. L'accueil de la salle fut glacial, mais durant la suspension de séance qui suivit, de nombreuses délégations sont venues nous féliciter.

Le soir pendant le dîner officiel on est venu nous chercher pour aller dans un salon particulier rencontrer Chou En-Lai qui nous a dit toute son affection pour notre pays.

En conclusion

Je peux témoigner combien durant cette période difficile l'UNEF était respectée. Même dans nos relations avec le gouvernement tout ne fut pas noir : excellentes relations avec Pierre Sudreau qui séduit par nos positions sur le logement étudiant lança très vite une expérience à Lille, d'une cage d'escalier étudiante dans un ensemble HLM, un travail important avec le cabinet du ministre de l'Éducation nationale sur le budget 1959, des avancées importantes dans la cogestion des œuvres, du sport universitaire, de la commission Armée/Jeunesse.

Pas de contact avec les ministres de l'Éducation nationale,

une incompréhension totale avec Malraux. Au congrès de Grenoble, Herzog est venu et a fait le discours officiel, bien pâle à côté de celui, brillant et affectueux, de l'Inspecteur général François représentant le ministre de l'Éducation Nationale.

Quant à nos relations avec les hommes politiques de gauche, après la décomposition de la IV^e République « circulez, il n'y a rien à voir », si ce n'est une analyse prospective brillante de Pierre Mendès France.

Notre « apolitisme » n'était pas en danger. ■

Témoignage de CHARLES JOSSELIN (vice-président 1959-1960)



L'INTÉRÊT DE CETTE RENCONTRE est aussi d'introduire un peu de continuité dans une histoire nécessairement partielle pour chacun de nous. Le turnover des dirigeants étudiants est particulièrement rapide, on est président ou vice-président un an, deux ans. On fait parfois du rab. Ce fut mon cas comme conseiller juridique de 1960 à 1961 mais c'est toujours bref. En revanche, le risque encouru est que chacun veuille raconter son propre rôle, évidemment méconnu. Je n'éviterai pas ce risque, mais je voulais par avance réclamer votre indulgence.

Je rencontre le dossier algérien en 1956 quand je suis élu secrétaire général de l'association générale des étudiants de Rennes. En 1957, j'en deviens président, jusqu'en 1959. Au congrès de Grenoble, j'entre dans l'équipe de Bernard Archer en qualité de vice-président chargé de l'Outre-Mer aux côtés de Gabriel Mignot, vice-président extérieur de l'UNEF.

Je garde de cette période un souvenir presque douloureux car l'essentiel du job qui m'était confié était de faire un rapport

sur « le syndicalisme étudiant et le problème algérien ». Jacques Freyssinet après Bernard Archer m'ont mis une pression pas possible, m'obligeant à vivre de manière presque monacale, ce qui n'était pas vraiment dans ma nature. Le rapport a été bouclé la veille du congrès et imprimé sur la nouvelle offset de l'association générale des étudiants de Lille. J'en ai descendu les premiers exemplaires dans une 2 CV incertaine entre Lille et Lyon pour sauver mon quitus et rasséréner Freyssinet.

À la relecture, il se confirme que cet ouvrage ne peut prétendre à aucun prix littéraire, mais la description comparée des jeunesses algérienne et française engagées dans le conflit est une belle démonstration des injustices par rapport à l'accès à l'école. De même que la partie intitulée « Les libertés bafouées » décrit avec précision l'engrenage qui va mener des lois d'exception à la généralisation de la torture.

Le principal mérite de ce rapport, c'était son premier objectif, est de raconter, textes de référence à l'appui, cette période cruciale pour l'UNEF, du congrès de Paris en juillet 1955 à celui de Lyon en avril 1960 qui verra l'affrontement violent entre « minos » et « majos ». La volonté des équipes dirigeantes de préserver l'unité du mouvement étudiant, y compris par rapport aux activistes algérois au risque de compromis discutables et évidemment inacceptables par nos camarades de l'UGEMA, est particulièrement soulignée mais aussi l'évolution inéluctable, congrès après congrès, en faveur de la solution de l'autodétermination, en clair l'Indépendance. Mais c'est bien en effet cette unité du mouvement étudiant qui va lui permettre d'exercer une telle influence sur le monde associatif et syndical.

L'UNEF alors pouvait en effet revendiquer la représentation de tous les étudiants. Ce fut déterminant dans la construction des œuvres universitaires mais aussi pour expli-

quer son rôle dans le mûrissement de la pensée française sur la question algérienne.

À l'évidence, la guerre d'Algérie restera dans l'histoire du mouvement étudiant comme le déclencheur de notre basculement d'un corporatisme qui cultivait encore le folklore, y compris la chanson paillard, comme mode d'expression, vers un syndicalisme assumé porteur de valeurs pouvant contribuer à l'engagement politique.

Cinquante ans après, les réflexions que je tire de la formidable expérience que fut pour moi « le temps de l'UNEF » sont évidemment connotées par un engagement politique et les mandats qui s'en suivirent. Elles les expliquent en partie.

Premier constat : la reproduction dans l'organisation étudiante du modèle français. La dominante parisienne s'ajoutait à la fascination de la capitale avec l'échange plus facile des informations (le téléphone portable était encore en devenir) et de plus grandes possibilités de se réunir. Les camarades parisiens sont aux avant-postes, ils mènent le bal. Les présidents des AGE de province qui représentent souvent des contingents d'adhérents bien plus nombreux, n'en sont pas toujours conscients, trop heureux de participer, après un interminable train de nuit, à des réunions préparées la veille par les délégués des facultés ou des grandes écoles riveraines du boulevard Saint-Germain ou du Boulmich.

Les mêmes assumant d'ailleurs la communication auprès des médias parisiens pendant que les premiers reprennent le train.

On peut vouloir la décentralisation pour moins que cela, d'autant que les débuts de la cogestion des œuvres universitaires en constituent un galop d'essai prometteur.

À noter aussi le changement profond de la relation du syndicat au politique. Pour beaucoup d'entre nous, l'engage-

ment syndical précédera, parfois tiendra lieu d'engagement politique. La majorité à 18 ans, c'est pour plus tard. Heureusement, ma mère n'exigera pas trop d'explication quand je lui demanderai de m'émanciper pour pouvoir devenir, malgré mes 19 ans, président d'une association reconnue d'utilité publique!

Mais il est vrai que l'offre politique est alors d'une grande pauvreté. La quasi-totalité de la classe politique veut garder l'Algérie française. La SFIO et le Front Républicain ont eu raison des espérances qu'avait levées Pierre Mendès France. La convention des Institutions Républicaines, François Mitterrand ne sont qu'en gestation. Si Michel Rocard – qui fut un militant actif de l'UNEF en fac de Droit – se fait déjà entendre à Paris et à Grenoble, ailleurs la sono est encore trop faible. Le PC lui est en crise, après Budapest.

Quoi qu'il en soit, la relation entre syndicalisme étudiant et engagement politique a profondément changé. C'est dans l'action syndicale que se forgeaient les choix politiques, aujourd'hui les choix partisans précèdent souvent l'engagement syndical. On pratique « l'entrisme ».

Pour revenir à la guerre d'Algérie et conclure mon propos, je veux illustrer le mouvement opéré par l'UNEF, pendant cette période. La motion adoptée, à l'unanimité, en août 1956, au congrès de Strasbourg, affirme que « les positions nationalistes de l'UGEMA, ne sauraient être sanctionnées », et elle invite l'UGEMA à reprendre contact avec les étudiants d'Alger et lui demande de condamner la violence qui n'a jamais constitué une solution admissible pour des jeunes intellectuels.

Un mois plus tard, l'UGEMA appelle à la grève l'ensemble des étudiants musulmans ou algériens des universités de France, de Tunisie et du Maroc. À noter que son Comité directeur, afin de prévenir toute équivoque, tient à affirmer :

« cet acte ne saurait être interprété comme une marque d'hostilité envers l'université française, encore moins comme de reniement d'une culture à laquelle ils demeurent sincèrement attachés ».

Le 13 avril 1960, au congrès de Grenoble, dans la motion finale, les étudiants de France « dénoncent le caractère anachronique d'une guerre qui entrave le processus de décolonisation dans l'ensemble des pays d'Afrique, rappellent leur attachement au principe du droit du peuple à disposer d'eux-mêmes et demandent que ce droit soit reconnu dans les faits au peuple algérien [...], expriment leur volonté de voir engagées rapidement les négociations avec le Front de Libération nationale sur les conditions d'un cessez-le-feu et les garanties d'applications de l'autodétermination ».

La motion sera adoptée à 79% des votants, et Georges Danton devenu Président d'honneur de l'UNEF enfoncera le clou : « On continue à sacrifier tous les jours dix d'entre nous pour des mots qui ne veulent rien dire. Il est illusoire de parler de paix en Algérie et d'ignorer le FLN sans lequel on ne peut pas la faire ».

Quatre ans entre les deux congrès. Ces quatre ans-là sont toute l'épaisseur du mûrissement, du basculement évoqué ce matin. ■

Témoignage de JEAN LECUIR (vice-président 1959-1960)



MON PROPOS S'APPUIE SUR MON EXPÉRIENCE de trois années universitaires entre 1958 et 1962, comme responsable de la Fédération des Groupes d'Études de Lettres (FGEL) à la Sorbonne, puis au bureau de l'UNEF.

La FGEL était un lieu d'ouverture au monde syndical ouvrier et rural

J'avais fait mes premières armes à l'aumônerie du Lycée Pasteur à Neuilly et à la JEC. Sortant d'hypokhâgne à la rentrée 1958, je fus accueilli au Groupe des étudiants d'histoire à la Sorbonne par Hélène Aymonier-Duccini, sa présidente. Elle me transforma en délégué d'amphi. Je fis l'apprentissage de la prise de parole devant des amphis bondés et je participai à des groupes de travail de la FGEL et aux ateliers-rencontres du Centre culturel de la Jeunesse étudiante du 94, rue Notre-Dame-des-Champs qui publiait Documents étudiants : j'y étais assidu, souvent en compagnie d'Odile de La Fournière,

pour aller débattre avec des personnalités comme Rocard, Chevrillon, des grands anciens de l'UNEF, des syndicalistes du mouvement ouvrier ou rural.

Dans l'équipe d'animation de la FGEL, alors présidée par Jacques Bourraux, la préoccupation d'ouverture aux autres milieux sociaux était présente, et pas seulement dans le journal *Paris-Lettres*.

Quatre exemples : grâce à Christiane Veauvy, je découvris le monde rural et fis connaissance de Michel Rolant, secrétaire général de la Fédération des salariés agricoles CFTC, qui devint un ami proche. Aux vacances d'été, la FGEL organisa un voyage d'études en Franche-Comté pour nous en faire découvrir les réalités économiques et sociales ; on y rencontra des syndicalistes... et même une militante étudiante qui ne se cachait pas d'aider le FLN.

Les activités quotidiennes de la FGEL (problème des sursis, pression démographique étudiante, combat budgétaire, etc.) offraient des occasions de renforcer ma connaissance du monde syndical extérieur à l'UNEF. Je nouai ainsi des relations suivies tant avec le SNES-Sup (Édouard Perroy) qu'avec le SGEN-CFTC (Henri-Irénée Marrou et Paul Vignaux). C'est ce dernier qui me communiqua des numéros du bulletin *Reconstruction*, modeste mais riche outil de formation CFTC. J'y découvris les réalités du monde syndical, ses divergences, ses débats. Enfin, Pierre Gaudez et moi avons été invités à présenter le syndicalisme étudiant dans des sessions de formation de militants ouvriers ou ruraux. Nous n'étions donc pas totalement en terre inconnue, en tout cas du côté de la FEN et de la CFTC.

La construction des relations intersyndicales avant le 27 octobre 1960.

Quelques rappels sur le paysage intersyndical et le problème

algérien sont nécessaires. Pour la CGT et le PCF, il leur faut être toujours à l'initiative, ou tirer les ficelles par l'intermédiaire du Mouvement de la Paix ou du comité Pleyel, en tout cas pousser à l'union à la base pour utiliser les positions locales du PC.

En face, la CGT-FO est opposée à toute unité d'action avec la CGT. La CFTC, favorable à une solution négociée en Algérie, n'écarte pas l'unité d'action, soit professionnelle, soit, dans des circonstances exceptionnelles, pour la défense des libertés. Mais elle reste très prudente à l'égard de la CGT sur ce terrain à dimension politique. Elle est aussi secouée par la forte division de ses organisations en Algérie, une minorité en métropole refusant tout engagement sur ce sujet et sa situation interne est compliquée par les débats sur la déconfessionnalisation.

La FEN, en particulier avec le SNI, est soucieuse d'introduire le MNA de Messali Hadj aux côtés du FLN dans la négociation.

Dans ce contexte, l'UNEF, forte de son absence d'exclusive, offre un terrain neutre qui peut être utile à des initiatives communes, pourvu qu'on accepte de louvoyer entre des communiqués dont tous les termes sont pesés, le plus souvent publiés en parallèle.

Ainsi face à la semaine des barricades d'Alger (février 1960), la CFTC avait pris l'initiative de rencontrer en bilatéral CGT, FO, FEN, UNEF, CNJA, FNSEA. Ce qui déboucha sur l'invitation de l'UNEF à une réunion au siège de la Mutuelle étudiante, qui décida l'arrêt de travail national d'une heure à midi le 1^{er} février et s'engagea à s'opposer par la grève générale à tout coup de force. FO donna le même mot d'ordre, mais avec ses propres termes.

Au printemps, le congrès de l'UNEF à Lyon charpente les positions sur l'Algérie, reprenant les axes définis par la Confé-

rence nationale étudiante organisée par la FGEL pour la journée du 21 février 1960 et engageant à l'action de masse.

Des organisations CFTC, dont l'Union régionale parisienne, autour de Robert Duvivier, et le SGEN, poussent leur confédération à prendre des initiatives pour rendre l'opinion ouvrière plus sensible à l'urgence et aux conditions de la paix en Algérie. D'où la semaine confédérale d'action CFTC du 30 mai au 4 juin, à la veille de la déclaration commune UNEF-UGEMA, dont on sait l'éclat qu'elle eut dans l'opinion.

Du côté de FO, il existe une situation particulière sur la région parisienne avec un responsable attachant, Georges Rino. Cela permet, à l'ouverture de la négociation du gouvernement avec le FLN à Melun, l'élaboration d'un texte commun parisien à l'initiative de la FGEL, le 23 juin 1960, signé par l'Union Départementale FO, la CGT de Seine et Seine-et-Oise, l'Union de la Région parisienne CFTC, le Syndicat de l'enseignement de la région parisienne (FEN) et diverses AG parisiennes de l'UNEF (FGEL évidemment, Médecine, Préparations, Sciences-Po, ENS, etc.). Diffusé en parallèles par les organisations, ce communiqué appuie la négociation et s'oppose aux tentatives de la faire échouer.

Et le 29 juin, lorsque les pourparlers sont suspendus, le communiqué commun CGT, CFTC, FEN, UNEF réclame la reprise des négociations avec le même avertissement.

Enfin, le Club Jean-Moulin a constitué peu avant un «Comité national pour le succès des pourparlers» où participent à titre personnel Eugène Descamps et André Jeanson pour la CFTC, Pierre Lebrun de la CGT, Pierre Dhombres de la FEN, Pierre Gaudez de l'UNEF et des personnalités comme le juriste Georges Vedel.

L'appel public, lancé le 6 octobre, par Pierre Gaudez au nom de l'UNEF aux organisations syndicales ouvrières et

universitaires pour une manifestation s'appuyait donc sur ce contexte des relations intersyndicales. Quittant le champ des communiqués et des attitudes défensives, il proposait la visibilité d'une manifestation de masse pour la fin octobre. Cette initiative n'était ni irresponsable, ni hasardeuse. Elle pouvait en effet espérer un accueil positif des organisations qui avaient, depuis des mois, rodé le délicat mécanisme de relations au sujet du problème algérien.

L'UNEF plaçait chacun devant ses responsabilités, ce qui est différent à la fois de la position de simple « trait d'union » ou de la notion d'« avant-garde ».

Autour du 27 octobre 1960

Lorsque Pierre Gaudez devint président de l'UNEF à Pâques 1960, je lui succédai à la tête de la FGEL.

La FGEL pesait lourd – 5 000 adhérents – dans la Fédération des Étudiants de Paris tenue par les ex-majoritaires. Je me retrouvai donc de fait « coordinateur de la minorité » au plan parisien, comme Didier Lancien le faisait au niveau national. Quand, pour offrir une alternative aux tentations de l'insoumission, il a fallu organiser sur Paris une manifestation de masse intersyndicale pour la paix, j'étais de facto l'interlocuteur parisien au nom de l'UNEF auprès des autres organisations syndicales parisiennes.

Étant donné l'interaction entre les niveaux national et parisien, les décisions stratégiques se prenaient au niveau du bureau de l'UNEF, autour de Pierre Gaudez, avec lequel je demeurais en liaison étroite de réunion en réunion (et il y en eut de nombreuses).

Quand la CGT refusa la manifestation centrale envisagée à la Bastille, bientôt interdite par le ministère de l'Intérieur, ce fut la négociation pour la Mutualité et ses alentours. Il fallait

quotidiennement rendre compte aux AG parisiennes concernées, expliquer les positions des différents acteurs, faire face aux réactions déclenchées par les critiques de la CGT invitant de son côté à des manifestations décentralisées, préparer matériellement le meeting de la Mutualité et les services d'ordre, ce qui a mobilisé les équipes étudiantes de tous niveaux.

De cette période agitée et harassante, je conserve deux images : les violentes colères, en partie simulées, d'André Tolle, de la CGT, à l'égard du « blanc-bec » que j'étais, soutenu par Robert Duvivier et Georges Rino...

Et les militants de l'UEC, répondant à la consigne du PC de manifestations locales, rassemblés dans la cour de la Sorbonne ; une partie d'entre eux nous rejoignit d'ailleurs ensuite à la Mutualité et ses alentours.

Au meeting lui-même, les prises de parole furent exclusivement syndicales, même si nombre de militants ou responsables politiques de gauche s'y rendirent : lecture par Pierre Gaudez d'une déclaration au nom des « quatre » (UNEF, CFTC, FO, FEN) ; puis Robert Duvivier au nom de trois organisations (CFTC, FO, FEN). Étaient aussi à la tribune Georges Rino (FO), Lauré et Denis Forestier pour la FEN, Eugène Descamps et André Jeanson, pour la CFTC.

Ce fut un énorme succès et non pas, comme le prétendait le PCF, une « provocation », une « collusion avec le gouvernement », une « méthode dangereuse et de caractère aventuriste ». Nous n'avions pas « placé ainsi la classe ouvrière à la remorque de la bourgeoisie dite de gauche ». Mais l'UNEF n'en était pas pour autant à l'avant-garde, rôle que le PC s'attribuait... bien que des nostalgiques de notre génération l'aient cru ou fait croire par la suite... Nous avons simplement le sentiment d'avoir ouvert une nouvelle perspective à l'action pour la paix.

Les fruits limités de l'après 27 octobre (1961-1962)

Les solidarités mises en œuvre sur le champ syndical à l'occasion du 27 octobre ne sont pas demeurées sans suite. Certes la CGT se réintégra dans le circuit, mais avec les mêmes préoccupations. Les difficultés antérieures demeuraient : réticences de la CFTC à être entraînée par la CGT à l'unité à la base, refus de la FEN et de l'UNEF de choisir entre CFTC et CGT. Ce qui limita d'autant le champ des initiatives communes. L'UNEF n'oubliait pas cependant qui avait été à ses côtés le 27 octobre et qui n'y avait pas été.

Le 21 février 1961, à l'initiative de Dominique Wallon, ce sont les déclarations parallèles avec l'UGEMA et l'UGTA, de l'UNEF, de la CGT, de la CFTC, de FO, du SGEN-CFTC. Seule la FEN ne s'était pas associée. Sur la question du Sahara, en mai-juin, se retrouvent seules l'UNEF et l'UGEMA.

Les déclarations et actions communes sont essentiellement défensives : lors du putsch du 21 avril 1961, arrêt de travail du 24 avril ; août 1961 face à l'éventualité d'un putsch militaire ; le 30 octobre 1961 face à la crainte d'une nouvelle répression de manifestations d'Algériens à l'occasion du 1^{er} novembre 1961, après celle du 17 octobre 1961. D'où la solitude de l'UNEF et de la CFTC pour relancer une manifestation de masse début novembre.

Il a fallu les séries d'attentats de l'OAS en métropole et à Paris, pour que se construise la journée du 19 décembre, avec arrêt de travail et manifestation parisienne CGT-CFTC-UNEF, puis celle du 8 février 1962 à la place de la Bastille (Charonne, 10 morts, des centaines de blessés) suivie de l'arrêt de travail du 9 février et de la manifestation des obsèques du 13.

Le souvenir des solidarités construites dans cette période, devait jouer son rôle dans l'attitude de la CFTC devenue

CFDT à l'égard des étudiants en mai 1968. Mais c'est une autre histoire, comme l'est celle de mes engagements ultérieurs qui demeurèrent marqués par les relations nouées alors au Club Jean-Moulin avec Jacques Pomonti et Georges Suffert et surtout avec des responsables CFTC comme Robert Duvivier, Michel Rolant, Albert Detraz ou encore Marcel Gonin. ■

Témoignage de MICHEL MOUSEL (président 1963)

AU DÉBUT DE LA MATINÉE, nous avons collectionné des mots en « té » qui reflétaient les qualités reconnues constamment à l'UNEF pendant toute la période allant du retour des « minos » à sa direction jusqu'à la fin de la guerre d'Algérie : précocité des analyses, souci de la représentativité et donc de l'unité du mouvement, etc., on pourrait en ajouter d'autres - et c'est d'ailleurs ce que nous tentons cet après-midi avec la solidarité, mais l'idée était aussi que ces caractéristiques étaient réunies dans une forte continuité du mouvement comparée au turnover de la population étudiante. Qu'en est-il de ce code génétique une fois la paix signée ? J'essaierai d'apporter quelques éléments de réflexion sur cette question à partir de ma propre expérience.

J'appartiens en effet à une génération de responsables de l'UNEF qui ont fait la transition entre le mouvement étudiant contemporain de la guerre d'Algérie (nous avons été alors militants puis responsables au niveau de nos AG mais

pas au « National »), et celui qui allait se confronter à la politique universitaire du pouvoir (je partage cela en particulier avec Jean-Claude Roure ici présent, puisque nous sommes entrés au Bureau national au congrès de Reims au lendemain des accords d'Évian et que nous avons par deux fois succédé l'un à l'autre comme vice-président Universitaire puis comme président). La question à laquelle nous avions à faire face était de savoir comment « rebondir » sur l'intensité des mobilisations pour la paix. Non pas d'entretenir un « capital » acquis dans cette occasion en cherchant à en inventer d'autres, ce qui était dépourvu de sens – et de chances de succès – dans le milieu étudiant. Mais de repérer quels nouveaux combats de société allaient apparaître après la liquidation des séquelles du colonialisme classique, et comment allait s'y exprimer la conscience d'avoir à y jouer un rôle pour de jeunes citoyens travaillant dans ce lieu qu'était l'Université, affermie dans le refus de la guerre.

Bien sûr au lendemain immédiat des accords d'Évian ce n'était pas facile. L'UNEF éprouve alors une sorte de « passage à vide » d'autant plus sensible que les deux dernières années ont connu un véritable tourbillon d'actions : fronde des militaires, menées putschistes, activisme pied-noir, apparition du terrorisme Algérie française jusque dans l'hexagone (et dans le monde universitaire), violences policières vis-à-vis des manifestants français et ratonnades, etc. Mais d'autres circonstances vont contribuer à écourter le risque de pause, dont les trois suivantes :

- 1° pendant les « événements » la contradiction entre le système universitaire (études et condition étudiante) vieillissant et la croissance des effectifs s'est exaspérée ;
- 2° l'UNEF n'a pas déserté ces terrains pendant la guerre, elle a même anticipé ces évolutions et mis à jour son cahier

de revendications et de propositions, en bref et j'étais heureux que Guy Coq le rappelle tout à l'heure, elle n'avait jamais délaissé le terrain syndical ;

– et 3° l'UNEF est devenue le lieu par excellence où peut s'assumer un goût du débat qui s'est surdéveloppé dans la jeunesse étudiante, d'autant plus que d'autres lieux verrouillés par leurs directions «adultes» deviennent à cette fin infréquentables... Certes l'excès viendra vite, mais dans un premier temps la sortie des sentiers battus va aider à la relance, la montée en puissance des questions de réforme universitaire faisant le lien entre la crise globale de la société et la condition matérielle des étudiants.

Il faut citer à ce sujet l'exemple du logement étudiant, secteur largement en souffrance, dossier préparé sur le fond de longue date et qui va venir en tête des projets d'action, qui s'articule avec la mise en valeur de revendications traversant l'ensemble du milieu dites «unifiantes»; mais dossier qui déclenchera un débat parfois obscur et en tout cas mortifère pour l'action sur ce domaine, encore qu'on verra plus tard que le mouvement au sein des cités universitaires, bien que démarré sur une grève des loyers, contribuera à l'explosion de 68. Témoin des heurs et malheurs de cette phase de remobilisation...

Ce qui est caractéristique de cette période, c'est que les fondamentaux, ou ce qu'on peut appeler le «patrimoine intellectuel» de l'UNEF ne sort pas seulement maintenu mais renforcé par ce qui s'est passé pendant la guerre d'Algérie. J'en citerai trois que j'estime emblématiques de cette fonction de référence centrale, non pas seulement des dirigeants, ni à l'inverse pas seulement de tout le milieu étudiant ou des adhérents, mais certainement de la fraction militante, celle qui par exemple participe aux assemblées générales, formée à la fois

par la littérature *ad hoc*, comme le Borella/La Fournière, la transmission par les mouvements de jeunes, et la confrontation à la pratique.

D'abord l'affirmation de l'étudiant comme jeune travailleur intellectuel (et donc de l'UNEF comme syndicat) est consolidée pour l'étudiant en tant que travailleur, mais aussi en tant que jeune citoyen ayant sa place dans le débat politique, dans la vie politique de la société. C'est un message important car sa portée va jusqu'aux autres fractions de la jeunesse à un moment où, par exemple, l'âge de la majorité légale est encore à 21 ans, et où même le statut au travail reste encore souvent partiellement « mineur ». De ce point de vue l'engagement algérien de l'UNEF consacre le contenu de la Charte de Grenoble, non seulement pour l'étudiant en lui-même, mais pour sa place dans la société.

Ensuite, en contrepoint d'une mémoire étudiante nécessairement volatile, l'ancrage de la sécurité sociale étudiante, comme prestataire mais aussi comme unificateur du milieu, comme récit d'une grande réussite de la mobilisation collective à laquelle fut associée la première époque « minos », comme démonstrateur d'une possible « gestion démocratique » d'un service, comme promoteur aussi d'une politique de santé moderne, et articulée avec la recherche pluridisciplinaire associant les étudiants de médecine ou de facs des lettres (psycho et socio) et leur critique, tant de l'enseignement qu'ils reçoivent que de leur devenir professionnel. Dans la traversée à risques de cette période algérienne le mouvement étudiant y a trouvé la source d'une double solidarité, parmi les étudiants, et entre les étudiants et le « monde du travail ». Tout cela est devenu à travers la Mutuelle une réalité organique assez forte dans sa quotidienneté pour transformer le concept de jeune travailleur intellectuel en catégorie sociologique. C'est pourquoi lors de la

relance, dès 1962, du projet d'allocation d'études pour tous, le fait acquis de la sécurité sociale étudiante constituera un élément central du plaidoyer. Les conséquences sont considérables puisque, à l'instar du rôle joué par la question de la lutte pour l'indépendance algérienne, celle de la rémunération étudiante dessinera la prolongation de la ligne de fracture magistrale qui oppose de façon de plus en plus aigüe dans la gauche étudiante et universitaire les « stalino-thoréziens » et leurs adversaires.

Le rejet, enfin, de l'autoritarisme (du pouvoir et des pouvoirs qui s'exercent sur le milieu). Il ne faut pas oublier l'une des caractéristiques communes aux deux séquences de quelques années qui encadrent la fin de la guerre : l'UNEF va se heurter et continuer de se heurter à une opposition frontale, et parfois brutale de la part des autorités en place. Leur soutien à une organisation concurrente⁸, qui a déjà pris un tour obsessionnel quitte à favoriser des nids d'extrême droite, ne va pas se démentir, les interdictions de manifestations vont se multiplier, les tentatives de déstabilisation (subvention d'État) faire l'objet d'un chantage permanent, etc.

Cette expérimentation de l'affrontement permanent va continuer, et pas simplement de notre propre initiative, mais parce que le pouvoir a cherché à rendre la vie impossible à l'UNEF⁹ ce qui n'était plus imputable à la guerre d'Algérie, mais à une sorte de déni de l'existence même de la capacité de tout un secteur de l'opinion à se manifester face à lui.

8. Quant à l'attitude qu'elle choisit à l'égard de la FNEF, l'UNEF changera d'orientation après la fin de la guerre d'Algérie. Évitant auparavant de paraître faire le jeu de la scission, elle admettra alors le fait accompli (en particulier avec la nomination d'administrateurs non UNEF dans le CNO et certains CROUS) en créant des structures UNEF partout .

9. Avec toutefois une exception, celle du temps – bref, d'avril à octobre 1962 – où Pierre Sudreau fut ministre de l'Éducation nationale. D'ailleurs le ministre reçut une dernière fois le B.N. de l'Unef pour lui confirmer sa démission et son motif : son désaccord avec le projet d'élection du Président de la République au suffrage universel.

Ces évolutions créent un contexte favorable à l'éclosion de relations intersyndicales enrichies, dans la poursuite de l'appropriation que Jean Lecuir vient de décrire. S'il y a quelque chose qui n'a pas changé d'une période à l'autre, c'est l'importance de ces relations, avec certes quelques inflexions notables. Il ne s'agissait plus seulement de se mobiliser pour des actions communes, préparées avec même des plateformes communes dans des moments d'exception, mais de faire jouer la solidarité avec une sorte de réciprocité quasi coutumière. L'une des premières occasions sera celle de la grève des mineurs de mars-avril 63, tant au niveau national qu'à celui de l'AG de Lille (Je me souviens des hauts parleurs du restaurant en gestion directe de l'AGEL. diffusant les informations sur les départs de bus pour la grande manifestation de Lens... puis du Gala de soutien organisé par Jean-Jacques Hocquart, comme quoi on pouvait faire parfois des choses plus agréables que d'affronter des « bidules » de flics).

Des faits analogues se reproduiront au fur et à mesure de la progression des luttes ouvrières (et parfois paysannes, comme en Bretagne). Lors de la mini-crise de février 1964 (occupation avortée de la Sorbonne), les syndicats ont dans l'ensemble témoigné de leur solidarité face à la charge contre l'UNEF. Cet acquis de la guerre d'Algérie grâce auquel on pouvait travailler avec les syndicats facilement, ou les consulter, passer un coup de fil pour rencontrer un dirigeant significatif qui va transmettre l'information ou le problème posé, ce climat de confiance naissant, c'est un atout dans la mise en œuvre d'une stratégie. Même quand on n'était pas tout à fait dans les clous des traditions syndicales ouvrières ou enseignantes, on évitait les images négatives – enfin, dans certaines limites de « bienséance » et de soupçon d'aventurisme... Dans l'ensemble nous avons bénéficié de cette inscription dans l'héritage de la période précédente.

À ce stade je me rends compte de la contingence temporelle de ce que je décris. Disons que c'est vrai jusqu'en 1968 ou à la veille de mai 1968. Pendant le mouvement de mai lui-même, ce type de rapports a bien servi, évidemment de manière assez différenciée selon les organisations, on s'en souvient. Cependant le capital acquis par l'UNEF et qui a continué à la « supporter » s'est au fil des années quelque peu érodé et les vertus en « té » ne sont pas demeurées indemnes. La pertinence d'analyse du milieu et la faculté d'anticipation n'avaient pas faibli¹⁰. Mais que dire de l'unité et de la représentativité ! Pour une bonne part, à mon avis, c'est le rapport avec le politique que l'on n'est pas parvenu à assumer de façon satisfaisante.

L'UNEF est sortie de la période algérienne avec un consensus fort en son sein sur deux principes non paradoxaux mais au contraire complémentaires selon lesquels :

– elle était tout à fait de nature politique, à la suite d'une évolution dans le temps que les intervenants ont bien fait apparaître ce matin ;

– et qu'elle était tout aussi clairement apartidaire, ces deux attitudes s'épaulant l'une l'autre, ce qu'on peut formuler ainsi : c'est parce qu'elle était totalement indépendante de toute formation de gauche que l'UNEF pouvait à la fois être le grand syndicat étudiant et inscrire le mouvement qu'elle anime dans une orientation et parfois des débats globalement de gauche.

Ce consensus est très partagé pendant les premières années après Évian. Ainsi, je peux présider un bureau national parmi les membres duquel le PSU est la formation la plus représentée sans jamais que ceux-ci aient à se concerter à part ni que j'aie jamais eu à obtempérer à quelque injonction ou sollicitation que ce soit des dirigeants de ce parti, nonobstant quelques lances qu'il m'a fallu rompre... je crois l'avoir déjà raconté.

10. Dès 1964 le BN avait mis en garde Christian Fouchet sur l'incendie qui couvait.

Cette posture, il faut bien le dire, s'est trouvée à l'abri des tentations et des ambiguïtés quand les formations d'opposition sont, face au conflit algérien, désavouées pour la SFIO et déchirées pour le PCF, cependant que le PSU tout neuf subit le choc de toutes les cultures historiques de l'histoire ouvrière. Tous ces phénomènes sont décuplés au sein du monde étudiant¹¹, et il faut reconnaître que l'UNEF à cet égard est une sorte de refuge.

Le « retour à la normale » tant attendu par l'opposition ne s'opérant pas comme elle pouvait l'imaginer, le gaullisme étant toujours à l'offensive au moins jusqu'à la présidentielle de 1965, le monde étudiant subit de plein fouet les conséquences d'un autre héritage : la fragmentation idéologique (quasiment sans fin) d'une couche étudiante qui s'est politisée, dans l'intervalle, hors des repères qui fonctionnaient antérieurement – et particulièrement à l'égard de la relation parti/syndicat. Évidemment chacun protestait de son immense respect pour l'indépendance de l'UNEF, mais comme chacun pensait (et avait de bonnes raisons de le penser) que l'autre bluffait, chacun devait se prémunir en entrant dans la compétition pour le contrôle de l'organisation. Cela fait partie des paradoxes avec lesquels il a fallu vivre et c'est ainsi qu'on a vu, par éliminations successives, des bureaux se former sur la base du « moindre mal » du point de vue des rapports avec les formations politiques, ce qui n'est pas tout à fait la même chose que l'indépendance à leur égard ! ce qui finit par ne plus avoir de sens. Bien que la désormais reconnue « capacité d'anticipation » ait fonctionné (nous avons été un certain nombre à avoir pressenti ce changement), nous n'avons pas su ou pas pu y faire face.

11. L'entrée de militants communistes au B.N. et les choix d'orientation auxquels ils ont dû procéder ont soulevé beaucoup plus de remous au PC et à l'UEC – et plus durables – qu'à l'UNEF. Une sorte de courroie de transmission... pas très léniniste.

Quelques années plus tard, va naître un débat sur le thème du « mouvement politique de masse » évidemment inspiré par 68. Curieusement je crois que le vrai prototype en a été le mouvement étudiant pendant la guerre d'Algérie et qu'il aurait été utile de le consolider sous la responsabilité du syndicat UNEF en trouvant des formes d'association sans présence des autres lieux de politisation – dont les partis, mais non exclusivement. ■

UNEF

et Section universitaire UGEMA : des combats partagés

**Intervention de RACHID SIDI BOUMEDINE
(Ancien membre de la SU de la Fédération
de France du FLN-région du Sud Est)**

POUR ÉVITER LES PIÈGES des commémorations, il me semble utile de partir de quelques définitions, d'abord, et de restitution des contextes du moment, ensuite.

CÔTÉ UNEF

Je crois que le premier mot-clé est ici UNEF : Union des Étudiants de France, non pas des étudiants français mais des étudiants « En France ». Cette première définition nous donnera matière à élargissement du champ et à un positionnement de départ, plus appropriés.

L'UNEF était – est – un syndicat étudiant à caractère non confessionnel (je n'utiliserai pas le mot laïc qui est trop connoté actuellement pour être utilisable sans danger) et non un mouvement politique. C'est parce qu'il est issu de cette multitude de composantes sociales et géographiques et dont il a pour charge la défense des intérêts, que se trouvait la raison de son succès, bien qu'il ait été traversé par des conflits entre progressistes et conservateurs.

Pourtant, et comme l'a révélé le travail de l'équipe de Pierre Bourdieu, les étudiants français étaient en général issus des couches moyennes et supérieures; mais il ne faut sans doute

pas négliger le rôle, dans la prise de conscience de la question algérienne, de la menace de l'appel sous les drapeaux et l'envoi en Algérie, alors que les informations sur les pratiques de répression sanglante ne cessaient de s'amplifier, multipliant le nombre d'insoumis, de déserteurs, et d'objecteurs de conscience.

Quant à nous, nous appartenions aussi à la Section Universitaire de la Fédération de France du FLN, clandestine, partie d'un mouvement politique visant explicitement l'Indépendance. Ce n'était pas contradictoire avec notre adhésion à l'UNEF, car nous étions légitimement, en notre qualité d'étudiants, membres à part entière de l'UNEF.

Lorsque je parle du caractère composite de l'UNEF, je vise ici ce fait qu'y militaient activement des étudiants français par ailleurs catholiques (JEC et JOC), protestants, socialistes (PSU), communistes orthodoxes ou trotskistes et anarchistes, que nous avons côtoyés au sein de l'UNEF et aussi comme membres de leurs organisations propres.

L'UNEF était ainsi au carrefour de luttes multiples, qui n'avaient ni pour vocation centrale ni pour objectif, l'Indépendance de l'Algérie (ou d'autres peuples); s'y retrouvaient en force et comme éléments actifs, les démocrates français sous leurs diverses couleurs et ceux qui appartenaient à l'empire colonial français et ce qu'on appellera plus tard le Tiers-monde. Ces militants n'ont pas toujours été majoritaires à l'UNEF, mais ils ont fini par le devenir en combinant leurs forces.

On ne peut, par conséquent, ni couper les luttes internes en France des autres luttes ni séparer la dimension sociale et syndicale de sa dimension politique, dont la lutte des Algériens pour leur indépendance : si on le fait, on mutile l'action de nos camarades français en lui enlevant cette dimension

humaine et cette fidélité à l'esprit libérateur de la résistance française et de ses promesses, et on ne rend pas justice aux militants qui ont appuyé notre lutte, en les réduisant à ce rôle de seconds couteaux de « collaborateurs/porteurs de valises ».

Bien au contraire, et j'insiste sur cette dimension, c'est parce que ces militants ont été fidèles aux idéaux de la France et à ses valeurs¹² qu'ils ont lutté contre toutes les injustices, celles faites au Français et celles faites aux peuples colonisés. Ceci explique aussi l'élan qui a conduit de nombreux étudiants de cette époque, devenus cadres, à aller apporter plus tard leur aide en Algérie, certes, mais aussi dans les pays africains, leur engagement contre la guerre faite aux Palestiniens et aux Vietnamiens, chacun selon ses choix.

Nous les avons donc rencontrés, techniciens, médecins ou instituteurs et professeurs, de nouveau en 1963, avec la conférence des ONG à Alger (présidée par Claude Bourdet) réunissant des catholiques sociaux, des protestants la CIMADE (déjà présente à Alger depuis 1958), CARITAS, des militants trotskistes, communistes, des anti-impérialistes sans étiquette, et des organisations de plusieurs pays européens (Friedrich Ebert, par exemple), et parfois comme volontaires d'un été et aussi comme coopérants, rejoints par les militants antifascistes espagnols et portugais, puis brésiliens, chiliens et des amis d'Afrique du Sud, d'Angola, du Mozambique, etc.

LA SECTION UNIVERSITAIRE ET L'UGEMA

Questions d'organisation

De notre côté, nous n'étions pas seulement membres de l'association UNEF, nous étions aussi des acteurs de l'AEMNA, et,

12. Je n'invente rien, c'est au nom de ces principes ou, tout au moins, la contradiction entre leur affirmation officielle et leur négation dans le réel, que nous avons fait la grève des études le 19 mai 1956 (cf. la déclaration de l'UGEMA).

nous étions autant de tous les combats et manifestations pour l'accès à des droits (syndicaux et politiques), les libertés démocratiques, et les luttes de nos amis français, mais aussi africains au sein de la FEANF, marocains de l'UNEM, et tunisiens de l'UGET, pour lesquelles nous contribuions à renforcer par notre masse (nous étions les plus nombreux) les courants progressistes au sein de l'AEMNA.

Il faut noter que les étudiants affiliés à ces organisations et membres de l'UNEF, constituaient, en raison de leur appartenance à la fois à l'empire colonial et à la fraction instruite de sa population, et à leur degré de conscience politique, des membres de choix de l'UNEF, notamment au moment des élections et du vote des motions en AG.

Mais une organisation comme celle des étudiants algériens n'a rien à voir, dans sa substance ou dans sa forme avec un syndicat étudiant : l'organisation officielle, l'UGEMA organisation dissoute en vertu des pouvoirs spéciaux, est une organisation politique, chargée d'exprimer la position des étudiants algériens dans la lutte de libération.

En tant qu'organisation spécifique aux étudiants, tout comme l'UGTA est celle des travailleurs, l'UGEMA avait un rôle de représentation vis-à-vis de l'extérieur, notamment à l'international, ou vis-à-vis de l'UNEF, par exemple ou des organisations d'étudiants en général, comme l'UIE. Pour sa part, mais en tant qu'organisation propre, fédérée dans le FLN et chargée de mobiliser les étudiants dans la lutte, la Section universitaire avait une structure de nature clandestine, et elle avait ses missions propres.

En d'autres termes l'acronyme UGEMA représente une fonction de l'organisation étudiante du FLN et la Section Universitaire une expression organique, propre à la Fédération de France du FLN. Structurée en cellules, groupes, sections,

elle comporte trois cercles concentriques de sympathisants, adhérents, militants, selon le degré d'engagement des individus et les besoins de l'action.

Questions sociales

Si le noyau central des militants a des missions d'action et s'il fournit un appui par des détachements à l'OCFLN, l'organisation civile du FLN et parfois à l'OS, l'organisation Spéciale, et même l'ALN qu'une partie des militants a rejoint, les différents cercles ont des missions multiples : en effet, il fallait aussi venir en aide aux étudiants algériens parfois dépourvus de moyens de vivre, ou malades (il y avait un certain nombre en sanatorium) ou en butte à des problèmes matériels ; la cotisation mensuelle (dix francs et un ticket de restaurant) permettait de ne laisser aucun étudiant dans la difficulté, le but étant la réussite de chacun.

En effet, nous ne pouvions compter que sur nos propres forces pour résoudre nos problèmes et il nous appartenait de prendre en charge les difficultés des nôtres. Il faut dire que certains de nos militants étaient spécifiquement délégués à cette tâche de contact avec les assistantes sociales, de recherche des solutions matérielles ou médicales, etc. Les organismes, officiels ou non avaient ainsi en général affaire à un seul étudiant, délégué (souvent au nom de l'AEMNA), pas à une cohorte de demandeurs d'aides. En ce sens nous étions à la fois un syndicat et plus qu'un syndicat. Dans le cadre du renforcement de cette solidarité, les étudiants étaient aussi sollicités pour la tourner vers les travailleurs, dont la plupart ne pouvaient même pas imaginer de retourner voir leurs familles, souvent déjà éclatées ou placées en camp de regroupement, sous peine d'y laisser la vie (on en connaît de nombreux exemples), analphabètes, ignorants de leurs droits,

et vivant dans des « baraques pour Nord Africains », ou des bouges hôteliers insalubres.

Il n'est donc pas étonnant que, dans ces actions, les étudiants se soient retrouvés côte à côte avec leurs camarades français appartenant aux églises, aux mouvements sociaux (qui ne parlaient pas encore de droits de l'homme), et aux organisations caritatives et associations, que ce soit dans les cours d'alphabétisation, dans les aides, et même dans l'organisation de spectacles au profit de ces travailleurs et des quelques familles résidentes, renforçant au passage le lien entre les étudiants et leurs concitoyens

Questions politiques

Pour des raisons évidentes de sécurité, les étudiants algériens n'apparaissaient jamais en public comme militants agissant en groupe mais comme des individus mobilisés au gré des assemblées générales ou des manifestations; aussi le fait de partager les mêmes valeurs de défense de libertés syndicales ou politiques, de défendre le mot d'ordre de la paix en Algérie que nous partagions avec certains courants de l'UNEF, nous a amenés, pour les appuyer dans les votes et les élections, à peser de toute notre masse de militants mobilisés et disciplinés jusqu'à la fin des opérations lors des assemblées générales. À Grenoble, mais aussi à Caen, Lyon, Dijon et Besançon, partout où nous étions suffisamment nombreux pour peser de façon significative.

De toute façon, les luttes ne se compartimentent pas et les luttes pour la liberté et la démocratie ne sont pas séparables et tout gain pour nos amis français était aussi un gain pour nous, nos camarades vietnamiens ou africains ou espagnols et portugais antifascistes; cette lutte autour d'idéaux partagés a été illustrée, en même temps qu'elle a donné une image claire

de la réalité de notre statut, en tant qu'Algériens, à l'occasion d'une certaine manifestation de protestation.

Il s'agit de celle qui a suivi, à Grenoble (et aussi dans d'autres villes), les manifestations du 17 octobre 1961 et des massacres auxquels elles ont donné lieu; partis très nombreux de la gare de Grenoble pour aller place de Verdun où se trouvait la préfecture, le cortège s'est arrêté place de la Poste, quelques centaines de mètres avant; les organisateurs nous ont alors demandé de quitter le cortège, avant qu'il arrive face aux policiers.

Cette sollicitude de nos amis est quand même très révélatrice : censés être français – le nier nous exposait au pire –, nous n'avions en réalité pas les droits attachés à cette citoyenneté, comme les mesures discriminatoires qui ont provoqué la journée du 17 octobre et le traitement réservé à des manifestants pacifiques l'avait prouvé. Chacun pressentait que, place de Verdun, nous n'aurions pas été traités « comme tout le monde », si nous avions agi « en tant que Français » en allant face aux policiers; c'était tout le paradoxe de notre situation, une zone grise où on nous déniait à la fois d'être citoyens de plein droit et celui de revendiquer une autre appartenance.

Et le geste de nos amis, qui nous est allé droit au cœur, prouvait leur conscience de cet état de fait, où nous n'avions aucun droit réel.

CINQUANTE ANS APRÈS

Ces étudiants algériens de la SU ont à l'Indépendance, suivi plusieurs chemins : certains ont continué sur les bancs de l'université, d'autres ont donné vie à l'École polytechnique fraîchement ouverte, presque tous ont pris comme cadres la responsabilité dans la mise sur pied des projets sidérurgiques, pétrochimiques, mécaniques, sans jamais exciper de leur

ancienne qualité de militants soit pour passer des examens spéciaux (ouverts à cet effet), soit pour bénéficier d'avantages divers. Certains parmi eux ont continué à militer, connu de nouveau l'exil ou la prison en raison de leurs idées.

Cinquante ans après, nous sommes toujours pour plus de libertés démocratiques, et les combats qui nous ont rapprochés à l'époque sont toujours d'actualité face aux inégalités, aux dénis de justice, aux racismes de plus en plus sournois, etc.

Venir vous saluer à l'occasion de votre rencontre est donc aussi pour nous l'occasion de vous dire, en pensant à nos amis, anciens militants de la Section universitaire, assassinés en Algérie, comme notre ami Aziz Belgacem, par les fondamentalistes, que notre ambition est restée toujours la même, « Être des hommes debout ». ■